

LES CANADIENNES ET LEUR LOGEMENT : 1997

Introduction

Il y a dix ans, on ne se penchait pas beaucoup sur les problèmes de logement et leurs incidences sur la santé et le bien-être des femmes. Comme de plus en plus de femmes s'occupent seules de se trouver un logement, leurs besoins et leurs préoccupations sont particuliers dans ce domaine; il faut donc remédier à cette situation. La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) appuie le principe de l'accès à des logements abordables, en particulier pour les défavorisés, et a commandé l'étude intitulée Les Canadiennes et leur logement afin de recueillir de l'information à l'intention des décideurs et des chercheurs.

Le logement est un besoin fondamental et représente bien plus qu'un simple toit. Il offre un espace intime et familial, un endroit où l'on enseigne et l'on apprend, au sein d'une grande collectivité de services, d'écoles, de lieux de travail et d'interactions sociales. Le gouvernement canadien reconnaît qu'un logement adéquat, de même que la sécurité, l'hygiène du milieu, l'exercice et la nutrition sont autant de facteurs qui se répercutent sur la santé des individus et de la collectivité.

Déjà, en 1961, l'Organisation mondiale de la santé a établi que la santé du milieu résidentiel sain reposait sur deux éléments — le logement et le quartier. En 1992, les Nations Unies précisaient que pour être de qualité convenable, un logement devait — moyennant un coût raisonnable — être bien construit, offrir de l'intimité, de l'espace, de l'éclairage, de l'aération et être situé à proximité des services et des lieux de travail. Une étude britannique menée en 1993 indiquait qu'un logement sain était une habitation offrant espace, chauffage, éclairage, élimination des déchets, réduction du bruit et sécurité.

Objectifs et méthodologie

La présente étude visait à fournir une analyse de la santé et du bien-être des femmes en ce qui concerne les problèmes de logement dans les années 1990 et à suggérer des pistes de recherche pour lancer un dialogue et une étude au sein des universitaires, des urbanistes, des décideurs et des femmes en général.

On a recueilli des données qualitatives et quantitatives en employant plusieurs méthodes de recherche dont l'examen des ouvrages existants, des entrevues et des discussions avec les principaux répondants bien informés sur le logement ou la situation des femmes au Canada. Une table ronde Delphi composée d'experts en logement et en santé s'est penchée sur les questions et les priorités de logement touchant les femmes, et plusieurs idées ont été proposées.



Constatations

Le logement influe de nombreuses façons sur la santé et le bien-être des femmes. L'emplacement, par exemple, peut avoir des incidences sur l'accès :

- à l'emploi et à l'infrastructure communautaire;
- à l'éducation, au transport, aux services de santé, aux magasins.

Le type de logement et le mode d'occupation influent sur :

- la santé publique;
- la sécurité et l'exposition aux crimes;
- la prise en charge et le contrôle du milieu environnant;
- l'esprit de famille et d'appartenance à la communauté;
- l'accès aux réseaux de soutien.

Un rapport, publié en 1983 et intitulé *Women as Housing Consumers* (McClain et Doyle), établissait un portrait statistique des Canadiennes à l'aide de données nationales sur la composition des ménages, le revenu, la responsabilité à l'égard des enfants, l'état des logements et le coût des logements et du mode d'occupation. Les auteurs du rapport concluaient que les femmes n'étaient pas reconnues comme consommatrices de logements et que leurs besoins spécifiques en matière de logement n'étaient pas satisfaits. Même en 1997, la politique sociale était encore axée sur le modèle traditionnel de famille nucléaire à un ou deux revenus.

Le modèle de la famille nucléaire prévaut encore dans bon nombre de familles canadiennes, mais les ménages non traditionnels sont communs. Lorsqu'une personne est la seule responsable de l'activité du ménage, ce parent seul (habituellement la mère) doit assumer les travaux ménagers, élever les enfants, gagner un revenu et voir aux réparations de la maison. La politique en matière de logement n'a pas évolué et, dans le concept du logement, il faut tenir compte de la composition changeante des ménages.

Les familles dont le chef est une femme sont souvent incapables de s'offrir une maison individuelle ou de s'établir dans des quartiers ayant des écoles communautaires et des installations récréatives. Comme 34 % des femmes n'ont pas de véhicules automobiles, l'emplacement du logement est important pour l'accès aux services de la collectivité. Si l'on doit produire des logements sains, il faut plus qu'un logement où les ménages sont à l'abri des besoins sociaux et émotifs.

Tendances démographiques et économiques

Selon Statistique Canada, les femmes représentent 50,4 % (14,2 millions) de la population canadienne. En 1991, on comptait à peine 6 % (2,2 millions) d'immigrantes dans la population féminine totale. Les femmes des minorités visibles, dont 79 % ont vu le jour à l'extérieur du Canada, sont un segment qui a crû, passant de 6 % en 1986 à 9 % en 1991.

Parmi la population canadienne, les femmes célibataires vivant seules comptent pour 12,3 %, en plus 3,9 % vivent avec une personne non liée et 3,9 % avec un proche. Les familles monoparentales, la plupart dirigées par des femmes, sont passées de 10,4 % (1971) à 13,7 % (1981) à 16,4 % (1991) de l'ensemble des familles avec enfants.

Dans tous les groupes d'âge, les hommes seuls ont un revenu supérieur aux femmes seules, et l'écart continue entre les familles dirigées par un homme et celles par une femme. Bien qu'il y ait plus de femmes sur le marché du travail, ces dernières continuent de gagner un revenu inférieur à celui des hommes et affichent un taux de chômage et d'emploi à temps partiel plus élevé.

Mode d'occupation et abordabilité

La majorité des femmes dans les familles biparentales habitent dans une maison occupée par le propriétaire. Les femmes seules et les femmes à faible revenu ont des modes d'occupation variés. La grande majorité sont locataires. En 1994, 31 % des mères seules étaient propriétaires par rapport à 58 % chez les pères seuls.

Il y a également eu une hausse des Canadiens (hommes et femmes) qui consacrent plus de 30 % de leur revenu au loyer. En 1980, 38,2 % des locataires utilisaient plus de 30 % de leurs gains pour le loyer, pourcentage qui a atteint 47,2 % en 1995.

Répercussions du logement sur la santé et le bien-être des femmes

Choix de logement

Les femmes ont plus tendance à louer, et leurs choix de logements décents sont limités, en particulier chez les femmes inuites et les femmes handicapées. À l'exception

des provinces les plus à l'ouest, les problèmes d'abordabilité ont pris de l'ampleur dans tout le Canada. Les membres de la table ronde Delphi ont suggéré d'accorder la priorité à une offre plus abondante de logements abordables.

Stabilité et sécurité

Le logement doit offrir un milieu stable et sécuritaire. Les déménagements constants, qui découlent de circonstances hors de leur volonté, minent la confiance des femmes et le développement sain des enfants. En 1995, le nombre de femmes propriétaires a légèrement augmenté de 3,6 % par rapport à 1980, mais était toujours de 30 % inférieur à celui des hommes. Bien que ce taux suggère une meilleure stabilité pour certaines, l'insécurité vis-à-vis le mode d'occupation demeure un problème de logement important pour les femmes, en particulier les femmes âgées. L'Enquête nationale sur la santé de la population (ENSP) indique que les femmes propriétaires d'un logement ont moins de stress et ont une meilleure santé que les femmes locataires.

Discrimination

Les femmes sont victimes de discrimination fondée sur des facteurs comme le sexe, l'ethnie, l'état civil et le statut social. Les propriétaires-bailleurs ou les gestionnaires immobiliers peuvent refuser de louer à des filles mères ou à des femmes à faible revenu ou membres d'une minorité visible. Bien que le taux de propriété chez les Canadiennes soit passé de 36,7 % en 1980 à 40,3 % en 1995, l'accès à du financement peut représenter un problème pour les femmes qui essaient d'obtenir des prêts personnels ou hypothécaires auprès des établissements financiers.

Itinérance

Il existe beaucoup de documents expliquant les liens entre l'itinérance et la santé. Environ de 30 à 40 % des utilisateurs de maisons d'hébergement ou des sans-abri de Toronto et de Montréal sont des femmes. Dans le Nord, il existe peu de maisons d'hébergement d'urgence ou de transition, malgré des communautés inuites surpeuplées. Les personnes qui utilisent les maisons d'hébergement sont plus vulnérables aux maladies, à la surpopulation, à la violence, à la malnutrition et à l'éclatement familial.

Violence

L'incidence de la violence sur les choix de logements des femmes et l'effet direct qu'elle a sur leur santé et leur

bien-être sont considérables. Beaucoup de femmes reprennent des relations d'abus car elles n'ont aucune place où aller. Si une femme est forcée de vivre dans un quartier ou un environnement où elle ne se sent pas en sécurité, le stress causé par son inconfort ou la crainte nuit à son bien-être.

Maîtrise de son logement

L'influence ou le contrôle sur son logement et la capacité de demeurer dans une communauté stable favorisent, en partie, la santé. Les données de l'ENSP de Statistique Canada indiquent que les femmes propriétaires se sentent davantage maîtres de leur vie que les femmes locataires. Le Centre pour les études prospectives sur l'habitation et le cadre de vie de la SCHL a découvert que la participation et la satisfaction ne sont pas seulement reliées au revenu et aux études, mais sont grandement influencées par le niveau de maîtrise de son milieu.

Réseaux de soutien

Le soutien social de la part de la famille, des amis, des voisins et des collègues au sein de la collectivité améliore grandement le bien-être social, émotif, mental et physique. Les parents seuls tirent particulièrement avantage des liens communautaires solides et actifs qui offrent compagnie, soins aux enfants, soins aux personnes âgées et même surveillance de la maison durant les vacances.

Emplacement du logement

L'emplacement est important afin de pouvoir accéder directement aux services de la collectivité. Certains ensembles de logement social sont situés dans des endroits de « deuxième choix », comme des terrains industriels réaménagés ou des banlieues éloignées. Les endroits pollués, l'exposition au plomb ou au mercure, la mauvaise qualité de l'air ou le manque d'espaces verts nuisent à la santé.

Travailleuses à domicile

La plupart des activités domestiques comme les courses, la préparation des repas, l'entretien ménager et la garde des enfants sont encore effectuées par les femmes de nos jours, peu importe si elles ont aussi un emploi. Les tâches ménagères donnent lieu à de nombreux facteurs de stress et sont exécutées dans un milieu où l'on utilise des produits potentiellement toxiques et qui présentent des risques d'accident. Dans certains cas, les femmes travaillent également à la maison. On s'est aperçu que les femmes qui exercent également un emploi à la maison

passent beaucoup plus de temps que les hommes à assumer les responsabilités familiales, ce qui pourrait avoir d'importantes répercussions sur la santé et, en particulier, sur les niveaux de stress.

Conclusions

Bien que la situation de certaines femmes se soit améliorée au cours des deux dernières décennies, plus de femmes vivent dans des maisons qui leur appartiennent, de nombreuses femmes font toujours face aux mêmes problèmes et défis qu'en 1983. Ces derniers comprennent la situation économique changeante ou moins bonne, les problèmes d'abordabilité, la responsabilité unique ou principale des enfants à charge, les styles de vie changeants, les carrières non traditionnelles et les décisions familiales et le risque d'exposition à la violence, en particulier à la maison.

Dans l'étude, on a relevé plusieurs priorités concernant le logement, la santé et le bien-être des femmes, dont la discrimination, les besoins spéciaux, la sécurité, l'itinérance, l'emplacement et l'accès aux services communautaires. D'autres priorités, cernées en grande partie par les membres de la table ronde Delphi, comprennent :

- le soutien du gouvernement et le financement du logement;
- les améliorations dans les choix de logements, l'abordabilité, l'offre et l'accessibilité;
- les améliorations dans la stabilité du logement et la sécurité.

Les chercheurs indiquent qu'il faut établir un dialogue, prendre des mesures et mettre en place un mécanisme permanent pour examiner et surveiller les progrès accomplis pour répondre aux besoins de femmes. Un facteur important à prendre en compte est la participation massive des femmes à titre d'intervenants, dans le cadre d'un forum national et un dialogue connexe sur les femmes et le logement.

Directeur de projet : Brenda Baxter

Rapport de recherche : *Les canadiennes et leur logement : 1997*

Consultants pour la recherche : SPR Associates Inc.

On peut obtenir un rapport complet sur ce projet de recherche auprès du Centre canadien de documentation sur l'habitation à l'adresse indiquée ci-après.

Recherche sur le logement à la SCHL

Aux termes de la partie IX de la *Loi nationale sur l'habitation*, le gouvernement du Canada autorise la SCHL à consacrer des fonds à la recherche sur les aspects socio-économiques et techniques du logement et des domaines connexes, et à publier et diffuser les résultats.

Le présent feuillet documentaire fait partie d'une série visant à vous informer sur la nature et la portée du programme de recherche de la SCHL.

Les feuillets documentaires de la série **Le point en recherche** comptent parmi les diverses publications sur le logement produites par la SCHL.

Pour recevoir la liste complète de la série **Le point en recherche**, ou pour obtenir des renseignements sur la recherche et l'information sur le logement de la SCHL, veuillez vous adresser au :

Centre canadien de documentation sur l'habitation
Société canadienne d'hypothèques et de logement
700, chemin de Montréal
Ottawa (Ontario) K1A 0P7

Téléphone : 1 800 668-2642
Télécopieur : 1 800 245-9274

NOTRE ADRESSE SUR LE WEB : www.cmhc-schl.gc.ca/Recherche